



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-103508>

Département(s) de publication : **36**

Annonce n° **24-103508**

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** Museum National d'Histoire Naturelle

**Type de Numéro national d'indentification :** SIRET

**N° National d'identification :** 18004417400019

**Ville :** PARIS

**Code postal :** 75005

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 36

### Section 2 - Communication

**Lien vers le profil d'acheteur :** [https://mnhn.e-marchespublics.com/pack/annonce\\_marche\\_public\\_533\\_1043726.html](https://mnhn.e-marchespublics.com/pack/annonce_marche_public_533_1043726.html)

**Identifiant interne de la consultation :** 24014-S

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** Service des achats

**Adresse mail du contact :** marches@mnhn.fr

**Numéro de téléphone du contact :** +33 140793174

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC 2 ou équivalent) <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> comportant la pièce définie ci-dessous permettant l'évaluation de la capacité économique et financière : - Une déclaration indiquant les capacités et garanties financières du candidat indiquant notamment son chiffre d'affaires global portant sur les trois dernières années. Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le Concédant s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement. - Une assurance professionnelle couvrant les risques de détérioration du matériel La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC 2 ou équivalent) <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> comportant les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leurs capacités professionnelles et techniques : - Le candidat devra justifier de compétences dans les domaines de la prestation du présent marché en présentant une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années. Cette liste indique le montant, l'année et le lieu d'exécution des prestations. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels dont dispose le candidat sur les trois dernières années ; - Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'activité ; - Le permis d'exploitation de licence III de débit de boissons. Si le candidat n'a pas la licence III en début d'exécution, il s'engage à l'acquérir au plus tard dans les deux mois suivants le début d'exécution de la concession ; - Tous les agréments nécessaires pour l'activité de restauration.

**Technique d'achat** : Sans objet

**Date et heure limite de réception des plis** : 21/10/2024 à 12:00

**Présentation des offres par catalogue électronique** : Interdite

**Réduction du nombre de candidats** : Non

**Possibilité d'attribution sans négociation** : Oui

**L'acheteur exige la présentations de variantes** : Non

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : RELANCE - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AUX FINS D'EXPLOITATION D'UNE OFFRE DE RESTAURATION AU PARC DE LA HAUTE TOUCHE

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 38343000

**Type de marché** : Services

**Description succincte du marché** : La présente convention est une convention d'occupation du domaine public au sens de l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques qui a pour objet d'autoriser le Concessionnaire à occuper et à utiliser une emprise du domaine public telle que définie à l'article 1.2 pour y exploiter une activité de restauration à l'intérieur du domaine de La Haute Touche, site du Muséum national d'histoire naturelle.

**Lieu principal d'exécution du marché** : route départementale 975, 36290 Azay le Ferron

**La consultation comporte des tranches** : Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché** : Non

**Marché alloti** : Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire** : Oui

**Détail sur la visite (si oui)** : Les modalités pour la visite sont décrites à l'article 2.4 du règlement de consultation (RC).

**Autres informations complémentaires** : Le candidat peut proposer une variante uniquement sur la durée de la proposition de convention article 7.1. La durée de la convention dépend du plan prévisionnel de retour sur investissement qui sera proposé par le candidat. A ce titre et conformément à l'article L. 2122-2 du code général de la propriété des personnes publiques, le candidat pourra proposer une durée nécessaire pour permettre un " amortissement des investissements projetés et une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis ". La durée pourra donc être modifiée à condition que le candidat démontre la nécessité d'aller au-delà des 4 ans

initialement proposés. Tous les autres éléments de la présente consultation ne peuvent pas faire l'objet de variante.

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 11/09/2024**